

Intensification du stress hydrique

Dossier de la rédaction de H2o
October 2016

Les pertes agricoles dues à la sécheresse atteignent plus de 800 millions d'euros en 2016

Coupages d'eau, barrages à sec, végétation assoiffée : la Tunisie a connu un été difficile en raison d'un important déficit pluviométrique, une pénurie qui a renforcé les tensions sociales dans plusieurs régions défavorisées du pays. En août, le ministre de l'Agriculture affirmait que la situation pouvait devenir "catastrophique" s'il ne pleuvait pas d'ici la fin de l'été mais depuis, les quelques orages ont été largement insuffisants pour réalimenter les nappes phréatiques et les barrages, comme celui de Sidi Salem, près de Béja, dans le nord du pays. Terre de transition entre les climats méditerranéen et désertique, la Tunisie est de longue date considérée comme un pays particulièrement concerné par les problèmes hydriques. Mais cette année, les précipitations - qui sont de loin la principale ressource hydrique du pays - ont été en baisse d'environ 30 %, souligne auprès de l'AFP le secrétaire d'État chargé des ressources hydrauliques et la pêche, Abdallah Rabhi. Du fait de cette sécheresse, les pertes agricoles atteignent près de deux milliards de dinars (plus de 800 millions d'euros) en 2016, d'après l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche, le principal syndicat du secteur.

Depuis la mi-mai, plus de 700 coupures d'eau ont en outre été recensées par les autorités. Officiellement, elles durent de quelques heures à trois jours. Mais Alaa Marzouki, de l'Observatoire tunisien de l'eau, assure que certaines régions de l'intérieur connaissent des coupures "de près d'un mois". Son ONG met en garde contre "un soulèvement de la soif" dans ces zones défavorisées, où existent déjà de vives tensions sociales. Cet été, plusieurs manifestations de protestation d'habitants en colère, ont été rapportées par des médias locaux. "Nous souffrons", explique à l'AFP Mabrouk, un habitant de la région de Gafsa (sud-ouest du pays), l'une des plus pauvres de Tunisie. "Nous avons acheté une citerne d'eau pour notre consommation et celle de nos animaux. Nos demandes à l'État sont restées sans réponse, alors on attend qu'il pleuve, grâce à Dieu." Face à la sécheresse persistante, même le ministre des Affaires religieuses a appelé à des prières pour la pluie. Avec le déficit de pluviométrie, la trentaine de barrages du pays, qui servent à l'irrigation des terres agricoles et l'approvisionnement en eau potable, affichent des niveaux de remplissage alarmants.

Pour répondre à la crise, le nouveau gouvernement tunisien assure que plusieurs projets de barrage, bloqués depuis la révolution de 2011, ont repris et prévoit la construction de trois usines de dessalement d'eau de mer dans le sud du pays pour un coût d'un milliard de dinars (400 millions d'euros).

Libération (Casablanca) - Africa